

NOTE D'ÉCLAIRAGE - Avril 2024

Union européenne : portée et limites des nationaux-populistes



La progression des partis nationaux-populistes et d'extrême-droite en Europe, aussi bien sur les scènes politiques nationales qu'europpéenne, représente un défi pour l'avenir de l'UE. À quelques semaines des élections au Parlement européen, les enquêtes électorales montrent que ces partis devraient **réaliser une percée significative** : une trentaine de sièges supplémentaires au total, dont 22 pour le groupe Identité et Démocratie (ID), 8 pour le groupe des Conservateurs et réformistes européens (CRE), auxquels on peut ajouter les sièges du Fidesz, le parti du Premier ministre hongrois Viktor Orbán. **Mais derrière l'idée de « vague » ou de « déferlante », régulièrement mise en avant dans les médias, quelle influence concrète ces partis peuvent-ils avoir sur l'avancée des politiques européennes ?**

Une capacité croissante à façonner les termes du débat

Si certains sont présents au Parlement européen depuis les années 1980, **leur capacité à façonner les termes du débat est plus récente**, nous l'avons vu lors de la législature qui s'achève, nous pourrions l'observer, à l'avenir, de façon plus manifeste encore. Deux éléments expliquent ce phénomène : **le changement de narratif sur l'UE**, d'une part : la sortie de l'UE n'est plus brandie en étendard, et c'est une **réforme de l'intérieur** qui est proposée sous l'appellation d'« **Alliance européenne**

des nations », stratégie qui semble payante. D'autre part, pour beaucoup d'électeurs, **l'élection européenne est ramenée à des enjeux domestiques**, et peut faire office de vote sanction pour les gouvernements en place. Dans de nombreux États membres, les partis nationaux-populistes s'imposent ainsi comme la seule force d'opposition crédible. Dans certains pays, comme la Hongrie et l'Italie, ils sont désormais à la tête de gouvernements.

Mais des difficultés à agir concrètement sur les politiques européennes

À chaque élection européenne, leur nombre de sièges progresse. **Pour autant, ils peinent à accomplir leur promesse de « changer l'UE de l'intérieur ».** Comment l'expliquer ? L'approche arithmétique, qui va effectivement dans leur sens, ne suffit pas à appréhender les conséquences possibles de leur progression sur la construction européenne. Au-delà de l'hémicycle du Parlement européen, et du poids numérique d'un groupe politique en son sein, **trois conditions doivent être réunies pour avoir de l'impact sur la dynamique européenne :**

1. La capacité d'un groupe politique à **porter des textes législatifs, à fédérer autour d'ambitions partagées, à garantir une unité forte en son sein,** et en limitant les divisions internes. C'est une condition importante pour peser au moment des votes en commissions et en plénière. Or, les partis qui composent les groupes ID et CRE, comme les non-inscrits du Fidesz, sont traversés par des divergences qui les ont, jusqu'à présent, empêchés de former une large coalition. **La guerre en Ukraine, la relation avec la Russie et l'OTAN, ou encore la gestion des flux migratoires, sont autant de sujets sur lesquels des divergences existent,** à la fois au sein d'ID et CRE, mais également entre eux.
2. L'aptitude d'un parti ou groupe politique à **travailler conjointement avec d'autres groupes au sein du Parlement européen et à trouver des compromis.** Il s'agit du second critère indispensable à la formation de coalitions élargies, afin de dégager des majorités dans un hémicycle qui comprendra, à partir du mois de juin, 720 eurodéputés. Rappelons que selon les projections les plus optimistes, CRE et ID totaliseraient 169 sièges. Cela implique aussi – et surtout – que les autres forces politiques, le PPE au premier chef – soient enclines à coopérer avec eux.
3. Enfin, au-delà du Parlement, il est indispensable d'avoir des **relais au sein du Conseil de l'UE et de la Commission européenne,** deux interlocuteurs clés pour exercer une influence sur l'agenda européen, et en définir les contours pour les cinq prochaines années.

Sur ces trois terrains, le bilan des groupes ID et CRE est maigre, et les perspectives pour la prochaine législature ne permettent pas, à ce jour, de dessiner de changement radical. Certes, leur poids numérique représente un défi, mais leur capacité d'influence réelle reste faible. Lorsqu'ils votent de concert avec d'autres groupes politiques, tels que le PPE, il s'agit surtout de voter contre une proposition de la Commission européenne. C'était le cas, par exemple, pour certains aspects du *Green Deal* ou encore du Pacte asile et immigration. **Le maintien d'une coalition centriste à géométrie variable – Socialistes, Renaissance, PPE – devrait donc rester le scénario privilégié,** avec un PPE porté à se tourner vers les Verts ou la CRE, au gré des textes examinés.

De plus, leur potentielle force de blocage **ne se double pas d'une réelle capacité d'impulsion – faute d'accord programmatique sur le fond** entre les différents partis et groupes – et leurs relais au sein des autres institutions européennes, que ce soit la Commission européenne ou le Conseil, demeurent marginaux. Sans consensus stratégique et programmatique ni présence renforcée au Conseil de l'Union, leur influence reste limitée. Pour l'instant, une **« internationale des nationalistes » semble donc une chimère, une contradiction en soi, les intérêts domestiques – par essence divergents – primant toujours sur les rapprochements européens.**

Si leur capacité à « changer l'UE de l'intérieur » reste limitée, c'est bien leur capacité à poser les termes du débat européen, sur l'immigration ou l'environnement notamment, qui est réelle, et que l'on ne doit pas sous-estimer. Une progression importante lors du scrutin de juin 2024 pourrait renforcer cette influence, les rendre plus visibles et audibles. Une conséquence serait un renforcement, par ricochet, sur les scènes politiques nationales, où ils gagneraient en poids et en légitimité. L'échelle européenne serait donc davantage un tremplin pour obtenir des responsabilités domestiques. À terme, cela pourrait se matérialiser par une progression de ces partis au sein du Conseil. Cette double présence renforcée, à la fois au Parlement et au Conseil, pourrait leur donner plus de responsabilités et d'influence au niveau européen. Mais pour cela, il faudra qu'ils apprennent à mieux travailler ensemble.